

L'hon. M. Churchill: Mais certainement, monsieur l'Orateur; j'ai eu une conversation très utile avec le ministre des Pêcheries de Terre-Neuve il y a quelque temps.

LA NAVIGATION

À PROPOS DE LA VENTE DU "QUEEN OF THE NORTH"

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Je veux poser au ministre des Transports une question dont je lui ai donné avis. Vu que le Pacifique-Canadien a vendu son navire *The Queen of the North*, le ministre nous dirait-il ce que feront le Pacifique-Canadien et la *Northland Navigation Company*, qui a acheté le navire, au sujet de la subvention qui a été primitivement versée au Pacifique-Canadien à l'égard de certains parcours le long de la côte?

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Le député dit qu'il m'a donné avis de sa question, mais malheureusement je ne l'ai pas encore reçu. J'étudierai donc l'affaire et lui répondrai lundi.

L'IMMIGRATION

RÉFUGIÉS HONGROIS—DÉCLARATION AU SUJET DE LA PRÉSUMÉE DÉCISION D'EN ADMETTRE 1,000 DE PLUS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. D. Fulton (ministre suppléant de la citoyenneté et de l'immigration): Monsieur l'Orateur, hier, l'honorable député de Bonavista-Twillingate m'a posé trois questions à propos des réfugiés hongrois. En l'absence de M^{me} le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, j'ai considéré ces questions comme des préavis, ajoutant que je les porterais à son attention afin qu'elle puisse y répondre au plus tôt. Je dois dire que M^{me} le ministre est absente aujourd'hui pour représenter le gouvernement fédéral à l'arrivée de Son Altesse royale, la princesse Margaret. Vu son absence prolongée, je pourrais peut-être répondre dès maintenant aux questions posées.

La première question avait trait au nombre des réfugiés hongrois qui entreront au Canada cette année; à cet égard, je puis dire à l'honorable député que le chiffre exact est 1,100. La deuxième question demandait combien le Canada compte de réfugiés hongrois en quête d'un emploi qui sont encore chômeurs et dont le ministère doit s'occuper, de même que le nombre de ceux qui sont retournés dans leur pays.

La réponse est que, d'après les données statistiques de la Division de l'immigration, le 25 juillet 1958, il y avait encore 151 réfugiés hongrois sans travail et qu'à la même

[L'hon. M. Pickersgill.]

date, la Division de l'immigration assurait la subsistance de 500 réfugiés hongrois. Ce chiffre de 500 comprend les 151 travailleurs déjà mentionnés. En réponse à la dernière partie de la question, le ministère rapporte que 449 réfugiés hongrois ont quitté le Canada.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'IRAK—INTERPELLATION AU SUJET DE LA RECONNAISSANCE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le gouvernement a pris une décision au sujet de la reconnaissance du gouvernement de l'Irak?

L'hon. Sidney E. Smith (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'aimerais faire plus tard aujourd'hui une déclaration à ce sujet.

LES PÊCHERIES

ACCORD AVEC LE JAPON SUR LE DÉPLACEMENT DES LIMITES DE PÊCHE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, l'autre jour j'ai posé une question au ministre des Pêcheries au sujet des limites de pêche du Japon dans le Pacifique. Je me demande si le ministre a eu depuis l'occasion de vérifier si la nouvelle était exacte et si ce qu'on y annonçait s'est effectivement produit.

L'hon. J. A. MacLean (ministre des Pêcheries): Aucun changement n'a été apporté à l'accord tripartite entre le Japon, les États-Unis et le Canada sur les pêcheries du Pacifique-nord. Toutefois, nous savons que l'industrie de la pêche au Japon semble imposer de plus graves restrictions à sa propre activité que n'en prévoit la convention. Nous présumons que c'est temporaire.

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides, sous la présidence de M. Sévigny.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Service de l'administration—

1. Administration centrale, y compris le Comité consultatif des services agricoles, \$674,164.

M. le président: Le crédit est-il adopté?

Des voix: D'accord!

(Texte)

M. Deschatelets: Lors de l'ajournement de la séance hier soir, je mentionnais le fait que nous ne donnons pas à nos services de recherches en agriculture l'impulsion ni l'engorgement que nous devrions. Je mentionnais